

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier de Cantons unis de Stoneham-et-Tewkesbury pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire
Steve Whalen

Date
1.1 1 juin 2026

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	31
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	33
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	34
Charges par objets	35
Excédent (déficit) accumulé	36
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	47
Analyse des charges	59

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la MUNICIPALITÉ DES CANTONS UNIS DE STONEHAM-ET-TEWKESBURY

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité des Cantons Unis de Stoneham-et-Tewkesbury (la Municipalité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations - Informations comparatives retraitées

De plus, nous attirons l'attention sur la note 24 des états financiers qui explique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 ont été retraitées. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser ses activités;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Saint-Raymond, le 1er juin 2026
CPA, auditrice, permis de comptabilité publique A137188

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
				Redressé note 24
Revenus				
Taxes	1	15 919 152	16 058 520	15 113 233
Compensations tenant lieu de taxes	2	194 008	192 935	193 802
Quotes-parts	3			
Transferts	4	991 180	1 471 541	2 029 910
Services rendus	5	1 716 137	1 579 245	1 571 954
Imposition de droits	6	1 610 500	2 558 919	1 930 791
Amendes et pénalités	7	108 000	104 834	105 933
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	335 543	477 797	537 999
Autres revenus	10	26 299	106 464	297 454
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	20 900 819	22 550 255	21 781 076
Charges				
Administration générale	14	2 460 679	2 654 725	2 312 352
Sécurité publique	15	3 378 006	3 792 592	3 680 300
Transport	16	4 754 710	6 389 731	5 767 037
Hygiène du milieu	17	3 458 124	3 884 189	3 958 291
Santé et bien-être	18	2 535	3 902	3 580
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 199 142	1 123 085	1 108 282
Loisirs et culture	20	3 055 724	3 624 142	3 057 780
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	931 761	910 686	819 732
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	19 240 681	22 383 052	20 707 354
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 660 138	167 203	1 073 722
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		52 201 140	51 127 418
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		52 201 140	51 127 418
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		52 368 343	52 201 140

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
			Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 190 914	11 436 742
Débiteurs (note 5)	2	6 572 227	9 502 503
Prêts (note 6)	3	2 143 174	1 269 787
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	15 906 315	22 209 032
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 080 366	2 912 000
Revenus reportés (note 11)	12	1 155 846	6 434 453
Dette à long terme (note 12)	13	27 520 763	26 192 229
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	319 200	353 700
Autres passifs (note 14)	15	760 970	691 349
	16	32 837 145	36 583 731
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(16 930 830)	(14 374 699)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	68 757 412	66 051 777
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	395 000	395 000
Stocks de fournitures	20	112 949	117 153
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	33 812	11 909
	23	69 299 173	66 575 839
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	52 368 343	52 201 140
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	52 368 343	52 201 140
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	52 368 343	52 201 140
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024 Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 660 138	167 203	1 073 722
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	11 567 074)(	6 858 795)(	3 244 076)
Produit de cession	3		15 355	14 878
Amortissement	4		4 139 849	3 892 877
(Gain) perte sur cession	5		(2 044)	(13 864)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(11 567 074)	(2 705 635)	649 815
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		4 204	16 615
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(21 903)	5 152
	13		(17 699)	21 767
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(9 906 936)	(2 556 131)	1 745 304
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(13 683 350)	(15 428 654)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(691 349)	(691 349)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(14 374 699)	(16 120 003)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(16 930 830)	(14 374 699)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	167 203	1 073 722
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 139 849	3 892 877
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Gain sur cession	4.1	(2 044)	(13 864)
	5	4 305 008	4 952 735
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 930 276	(761 013)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	237 987	478 806
Revenus reportés	9	(5 278 607)	318 043
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(34 500)	15 700
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	4 204	16 615
Autres actifs non financiers	13	(21 903)	5 152
	14	2 142 465	5 026 038
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	6 858 795) (	3 244 076)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	15 355	14 879
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(6 843 440)	(3 229 197)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	1 042 815) (	821 893)
Remboursement ou cession	21	169 428	663 920
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	)	)
Cession	23		
	24	(873 387)	(157 973)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	3 800 000	4 438 000
Remboursement de la dette à long terme	26 (	2 483 288) (	2 315 800)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	11 822	(24 002)
Autres			
▪	29.1		
	30	1 328 534	2 098 198
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(4 245 828)	3 737 066
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	11 436 742	7 699 676
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	11 436 742	7 699 676
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	7 190 914	11 436 742

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité des Cantons Unis de Stoneham-et-Tewkesbury est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation des états financiers

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

Aucun organisme

b) Partenariats

Aucun organisme

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds - réfection et entretien de certaines voies publiques et du Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la « Loi sur le patrimoine culturel » de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon les méthodes, les durées et taux suivants :

Infrastructures	15 à 40 ans (linéaire)
Bâtiments	20 et 40 ans (linéaire)
Véhicules	30 % (dégressif)
Ameublement et équipement de bureau	20 % (dégressif)
Machinerie, outillage et équipement divers	30 % (dégressif)
Équipement informatique	3 et 5 ans (linéaire)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles sont amortis selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Bâtiments - OMHS	3 à 25 ans
------------------	------------

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetées en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

F) Revenus

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les amendes et pénalités sont constatées au moment où l'assigné plaide coupable, au moment où le délai pour contester l'assignation expire ou au moment où un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

-les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (la Loi). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur marchande

- Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement commence dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte;
- Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir;
- L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Municipalité a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Municipalité et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.
- Éléments présentés à l'encontre des DCTP :
 - Pour le financement des activités de fonctionnement : au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette long terme.
- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations
 - Mesure d'allègement pour l'application initiale du chapitre 3280 : sur la durée de vie utile restante des immobilisations auxquelles les obligations liées à la mise hors service se rattachent sur une période de 3 à 25 ans.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Municipalité évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Prêts

Les prêts comptabilisés au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 882 007	1 374 742
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	308 907	10 062 000
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	7 190 914	11 436 742
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	7 190 914	11 436 742
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	3 286 403	8 783 371
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés sont composés des sommes dédiées à des fins particulières accumulées constituant les soldes disponibles de règlements d'emprunt fermés pour 1 138 781 \$, le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques pour 942 332 \$, le fonds de roulement pour 732 039 \$, le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels pour 134 535 \$ et le surplus affecté au site d'enfouissement pour 338 716 \$ pour un total de 3 286 403 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	892 765	853 760
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 966 551	4 412 596
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	135 987	2 266 024
Organismes municipaux	13	219 891	204 755
Autres			
▪ Autres	14.1	1 357 033	1 765 368
	15	6 572 227	9 502 503
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 371 377	3 625 434
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 371 377	3 625 434
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	3 723 044	3 897 076
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	176 652	201 088
Ministère de la Culture et des Communications	26	11 850	42 817
Autres ministères/organismes	27	55 005	271 615
	28	3 966 551	4 412 596

Note**6. Prêts**

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪ Prêts installations septiques	31.1	2 143 174	1 269 787
	32	2 143 174	1 269 787
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un montant autorisé de 950 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel, sans échéance.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	1 771 694	1 602 305
Salaires et avantages sociaux	45	644 785	634 486
Dépôts et retenues de garantie	46	438 873	463 672
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	48.1	225 014	211 537
	49	3 080 366	2 912 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Autres subventions	55.1	38 099	4 929 646
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	942 332	1 279 851
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	134 535	168 430
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus de loisirs	62.1	40 880	56 526
	63	1 155 846	6 434 453

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	5,20	2026	2030	64	27 715 300	26 398 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		488
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	27 715 300	26 398 588
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(194 537)	(206 359)
					72	27 520 763	26 192 229

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2026	73		2 330 000			2 330 000
2027	74		2 340 600			2 340 600
2028	75		2 333 900			2 333 900
2029	76		2 276 000			2 276 000
2030	77		2 272 000			2 272 000
2031 et plus	78		16 162 800			16 162 800
	79		27 715 300			27 715 300
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		27 715 300			27 715 300

Note

Les versements de capital prévus au cours des cinq prochains exercices ont été établis à partir des tableaux de remboursement prévu en considérant le refinancement des emprunts aux mêmes conditions.

13. Avantages sociaux futurs

		2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(319 200)	(353 700)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	(319 200)	(353 700)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	256 100	293 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	22 112	19 599
	90	278 212	312 699

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	760 970	691 349
Autres			
▪	93.1		
	94	760 970	691 349
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	691 349	691 349
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	69 621	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	760 970	691 349

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement le désamiantage des bâtiments.

Principales hypothèses utilisées pour le désamiantage des bâtiments sont les suivantes :

Taux d'actualisation (incluant l'inflation) : 3 %

Période d'actualisation : de 3 à 25 ans

Taux d'inflation : 2 %

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 1er janvier 2023 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 691 349 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	8 639 525	102 820		8 742 345
Eaux usées	102	18 148 568	6 188		18 154 756
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	47 443 655	1 231 031		48 674 686
Autres					
▪ Autres	104.1	12 603 690	468 731		13 072 421
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	15 012 123	760 410		15 772 533
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	5 606 833	79 958		5 686 791
Ameublement et équipement de bureau	109	1 095 192	49 129		1 144 321
Machinerie, outillage et équipement divers	110	5 261 379	336 003	62 143	5 535 239
Terrains	111	914 364	3 896 454		4 810 818
Autres	112				
	113	114 725 329	6 930 724	62 143	121 593 910
Immobilisations en cours	114	399 559	(71 929)		327 630
	115	115 124 888	6 858 795	62 143	121 921 540
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 486 141	256 711		2 742 852
Eaux usées	117	8 138 268	534 270		8 672 538
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	19 116 716	1 332 202		20 448 918
Autres					
▪ Autres	119.1	4 607 556	401 512		5 009 068
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 608 903	739 965		6 348 868
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	4 648 812	303 676		4 952 488
Ameublement et équipement de bureau	124	914 662	23 320		937 982
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 552 053	548 193	48 832	4 051 414
Autres	126				
	127	49 073 111	4 139 849	48 832	53 164 128
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	66 051 777			68 757 412
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	395 000	395 000
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	395 000	395 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	395 000	395 000

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	33 812	11 909
Autres			
▪	144.1		
	145	33 812	11 909

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée auprès de la SHQ, selon le protocole d'entente entre le RPA et la Municipalité, à offrir un crédit de taxes foncières pour une durée de 35 ans.

La Municipalité s'est engagée pour des acquisitions d'immobilisations pour un montant total de 1 033 106 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

20. Droits contractuels

Selon une entente de service pour la protection incendie avec la Ville de Lac-Delage, cette dernière s'engage à verser à la Municipalité une contribution établie selon le budget de la protection incendie répartie au prorata de la richesse foncière uniformisée des immeubles imposables de chacune des municipalités en y ajoutant des frais d'administration de 2 %.

Selon une entente avec le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, celui-ci s'engage à payer à la Municipalité une somme de 233 750 \$ par année pour le service de déneigement de certaines rues. Le contrat est valide jusqu'en 2026.

Selon une entente de service avec la Ville de Québec pour le projet des installations septiques, celle-ci s'engage à rembourser les frais de rémunération du directeur de projet qui est prêté par la Municipalité. Cette entente est valide jusqu'au 31 mars 2027.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2025, la Municipalité fait l'objet d'une poursuite d'une somme de 1 128 000 \$. Cette réclamation serait couverte par l'assurance responsabilité de la Municipalité à 75 %. À la date du rapport financier, comme il est trop tôt pour déterminer l'issue du dossier et la responsabilité de la Municipalité, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Activité n'entraînant pas de mouvement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

	2025	2024
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les créditeurs et charges à payer	167 084 \$	318 876 \$

24. Redressement aux exercices antérieurs

La Municipalité a comptabilisé les Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations selon le chapitre SP3280. En conséquence, l'excédent de fonctionnement non affecté au 1^{er} janvier 2024 a été diminué de 691 349 \$ correspondant à l'obligation liée à la mise hors service et les états financiers de l'exercice 2024 ont été retraités.

L'excédent de fonctionnement non affecté au 1^{er} janvier 2024 a été diminué d'un montant de 691 349 \$. Les postes Investissement net dans les immobilisations et autres actifs, les immobilisations corporelles de même que les autres passifs ont été augmentés du même montant.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Non en souffrance	4 418 303 \$	7 717 967 \$
En souffrance :		
Moins de 30 jours	–	–
De 30 à 60 jours	–	–
Plus de 60 jours	–	–
	4 418 303 \$	7 717 967 \$
Moins la provision pour créances douteuses	(–)	(–)
	4 418 303 \$	7 717 967 \$

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Municipalité estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées compte tenu qu'il y a un règlement en lien avec ces prêts.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

Pour 2025 :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total
Emprunts temporaires	–		–		–		–		–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 855 352		–		–		–		2 855 352
Intérêts courus à payer	225 014		–		–		–		225 014
Dette à long terme	2 330 000		4 674 500		4 548 000		16 162 800		27 715 300
	5 410 366		4 674 500		4 548 000		16 162 800		30 795 666

Pour 2024 :

	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total
Emprunts temporaires	–		–		–		–		–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 700 463		–		–		–		2 700 463
Intérêts courus à payer	211 537		–		–		–		211 537
Dette à long terme	2 228 800		4 483 500		4 367 300		15 318 988		26 398 588
	5 140 800		4 483 500		4 367 300		15 318 988		29 310 588

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité a l'intention de conserver ses prêts jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2025						
	Taux d'intérêt fixe		Taux d'intérêt variable			Total
Passifs financiers						
Emprunts temporaires	—		—			—
Dettes à long terme	27 715 300		—			27 715 300
	27 715 300		—			27 715 300

31 décembre 2024						
	Taux d'intérêt fixe		Taux d'intérêt variable			Total
Passifs financiers						
Emprunts temporaires	—		—			—
Dettes à long terme	26 398 588		—			26 398 588
	26 398 588		—			26 398 588

De plus, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats de la situation financière de la Municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

27. Événement subséquent

En mars 2026, la Municipalité a procédé à un nouveau financement d'un montant de 2 131 000 \$. Cet emprunt portera intérêts au taux de 2,75 % et sera remboursable par annuités de 78 000 \$ en 2027, de 80 000 \$ en 2028, de 83 000 \$ en 2029, de 86 000 \$ en 2030 et de 90 000 \$ en 2031. Le solde de l'emprunt sera refinancé en 2031.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	15 919 152	16 058 520		16 058 520	15 113 233
Compensations tenant lieu de taxes	2	194 008	192 935		192 935	193 802
Quotes-parts	3					
Transferts	4	991 180	1 176 380		1 176 380	1 178 500
Services rendus	5	1 716 137	1 579 245		1 579 245	1 571 954
Imposition de droits	6	1 610 500	1 969 731		1 969 731	1 910 161
Amendes et pénalités	7	108 000	104 834		104 834	105 933
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	335 543	477 797		477 797	537 999
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					
Autres	11	26 299	56 959		56 959	119 729
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	20 900 819	21 616 401		21 616 401	20 731 311
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16		295 161		295 161	851 410
Imposition de droits	17		589 188		589 188	20 630
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18					
Autres	19		49 505		49 505	177 725
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22		933 854		933 854	1 049 765
	23	20 900 819	22 550 255		22 550 255	21 781 076

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus	24	20 900 819	22 550 255		22 550 255	21 781 076
Charges						
Administration générale	25	2 460 679	2 611 029	43 696	2 654 725	2 312 352
Sécurité publique	26	3 378 006	3 424 951	367 641	3 792 592	3 680 300
Transport	27	4 754 710	4 448 448	1 941 283	6 389 731	5 767 037
Hygiène du milieu	28	3 458 124	2 885 071	999 118	3 884 189	3 958 291
Santé et bien-être	29	2 535	3 902		3 902	3 580
Aménagement, urbanisme et développement	30	1 199 142	1 109 768	13 317	1 123 085	1 108 282
Loisirs et culture	31	3 055 724	2 849 348	774 794	3 624 142	3 057 780
Réseau d'électricité	32					
Frais de financement	33	931 761	910 686		910 686	819 732
Effet net des opérations de restructuration	34					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35		4 139 849 (	4 139 849)		
	36	19 240 681	22 383 052		22 383 052	20 707 354
Excédent (déficit) lié aux activités	37	1 660 138	167 203		167 203	1 073 722

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 660 138	167 203	1 073 722
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(933 854)	(1 049 765)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 660 138	(766 651)	23 957
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		4 139 849	3 892 877
Produit de cession	5		15 355	14 878
(Gain) perte sur cession	6		(2 044)	(13 864)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		4 153 160	3 893 891
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	144 261	169 428	663 920
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15	144 261	169 428	663 920
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 040 500)	(2 229 232)	(2 090 209)
	18	(2 040 500)	(2 229 232)	(2 090 209)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(12 659)	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	112 490	88 276	142 385
Excédent de fonctionnement affecté	21	387 256	462 254	498 187
Réserves financières et fonds réservés	22	(263 645)	(76 313)	(884 551)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		10 100	11 050
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	236 101	471 658	(232 929)
	26	(1 660 138)	2 565 014	2 234 673
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 798 363	2 258 630

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	933 854	1 049 765
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	42 689)(	85 637)
Sécurité publique	3 (	32 180)(	172 126)
Transport	4 (	1 355 357)(	759 617)
Hygiène du milieu	5 (	252 655)(	1 140 363)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	6 440)(	12 000)
Loisirs et culture	8 (	5 169 474)(	1 074 333)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	6 858 795)(	3 244 076)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	1 042 815)(	821 893)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 800 000	4 219 384
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	12 659	
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 675 964	220 862
Excédent de fonctionnement affecté	17	375 210	566 736
Réserves financières et fonds réservés	18	438 970	675 276
	19	2 502 803	1 462 874
	20	(1 598 807)	1 616 289
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(664 953)	2 666 054

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	6 404 114	6 390 882	6 114 943
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 399 681	1 255 083	1 194 588
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6	250 000	241 642	
Autres services	7	438 997	426 540	410 598
Autres biens et services	8	8 903 000	8 033 454	7 450 528
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	803 622	782 714	691 572
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	122 971	122 971	119 411
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	5 168	5 001	8 749
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	699 148	688 309	664 928
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	209 980	223 757	153 297
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		4 139 849	3 892 877
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Créances douteuses	21.1	4 000	3 229	5 863
▪ Charges de désactualisation OMHS	21.2		69 621	
	22	19 240 681	22 383 052	20 707 354

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 803 391	3 592 414
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 895 327	1 632 000
Réserves financières et fonds réservés	3	1 870 821	2 114 406
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	396 716)(	)
Financement des investissements en cours	5	(766 014)	(101 061)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	46 961 534	44 963 381
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	52 368 343	52 201 140
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 803 391	3 592 414
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	2 803 391	3 592 414
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Réseau sanitaire	12.1	207 710	158 820
▪ Enfouissement sanitaire	12.2	338 716	329 138
▪ Aqueduc	12.3	53 136	53 136
▪ Autre	12.4	29 732	41 454
▪ PTI 2025	12.5	220 000	453 400
▪ Véhicule	12.6	35 188	35 188
▪ Budget suivant	12.7	749 481	429 500
▪ Chemins privés	12.8	31 364	31 364
▪ Acquisition de terrains	12.9	100 000	100 000
▪ Entente résidence pour aînés	12.10	130 000	
	13	1 895 327	1 632 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 895 327	1 632 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪	18.1		
	19		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	732 039	753 031
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25	1 138 782	1 286 375
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27		
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31		75 000
Autres			
▪	32.1		
	33	1 870 821	2 114 406
	34	1 870 821	2 114 406

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(	)
Autres	39 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	)(	)
	41 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	396 716)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(	)
Autres			
▪	45.1 (	)(	)
	46 (	396 716)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	9 871)(	19 971)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	)(	)
Autres			
▪	54.1 (	)(	)
	55 (	9 871)(	19 971)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	56	9 871	19 971
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	9 871	19 971
	62 (	396 716)(	)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	1 618 896	245 637
Investissements à financer	64 (	2 384 910)(	346 698)
	65	(766 014)	(101 061)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	68 757 412	66 051 777
Propriétés destinées à la revente	67	395 000	395 000
Prêts	68	2 143 174	1 269 787
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	71 295 586	67 716 564
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	71 295 586	67 716 564
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74 (	27 520 763)(	26 192 229)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	194 537)(	206 359)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	3 371 377	3 625 434
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	9 871	19 971
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78		
	79 (	24 334 052)(	22 753 183)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	)(	)
	81 (	24 334 052)(	22 753 183)
	82	46 961 534	44 963 381

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Municipalité offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées. En vertu du Régime, les contributions sont versées par les participants et l'employeur. La contribution des participants pour le volet courant correspond à 7,13 % de 2024 à 2026. La contribution de la Municipalité pour le volet courant est de 7,13 % de 2024 à 2026. La contribution de la Municipalité pour la cotisation d'équilibre pour le volet antérieur est de 20 352 \$ à compter d'avril 2024. L'âge normal de la retraite est de 65 ans avec possibilité de retraite anticipée à partir de 55 ans. Les prestations versées aux participants sont fonction du nombre d'années de service et d'un pourcentage de leur salaire (2 %). Si un participant décède avant l'âge de sa retraite, son bénéficiaire a droit à une prestation en un versement unique. S'il décède avant le début du service de la rente et après 55 ans, son bénéficiaire reçoit, à moins d'y renoncer, la rente qu'il aurait reçue selon diverses modalités. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2022. Cette évaluation actuarielle fait état, pour le volet antérieur, d'un déficit de solvabilité de 781 900 \$ et d'un déficit de capitalisation de 190 900 \$. Des cotisations d'équilibre annuelles pour le volet antérieur de 20 352 \$ sont requises jusqu'en 2034 afin de financer ce déficit de capitalisation. Pour le volet courant, l'évaluation actuarielle fait état d'un déficit de solvabilité de 819 300 \$, mais d'aucun déficit de capitalisation.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (353 700)	(338 000)
Charge de l'exercice	4 (256 100)(	293 100)
Cotisations versées par l'employeur	5 290 600	277 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (319 200)	(353 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 9 928 100	9 187 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (9 928 100)(	9 187 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (319 200)	(353 700)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (319 200)	(353 700)
Provision pour moins-value	12 () (	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (319 200)	(353 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 9 928 100	9 187 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (9 928 100)(	9 187 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () (	)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	554 000	518 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	554 000	518 600
Cotisations salariales des employés	21 (	268 900)(	251 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	285 100	266 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(28 900)	21 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	256 200	288 400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	496 000	443 100
Rendement espéré des actifs	32 (	496 100)(	438 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(100)	4 700
Charge de l'exercice	34	256 100	293 100
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	429 400	712 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	496 100)(	438 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(66 700)	274 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	61 100	(181 800)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	247 800	243 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	9 928 100	9 187 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	1 022 400	824 800
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	16	16
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	12	13
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	30	31
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,57 %	5,30 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,30 %	5,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	6 534	5 761
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	22 112	19 599
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	22 112	19 599

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TAXES		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 754 878	9 876 683	9 041 749
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	2 414 564	2 433 750	2 377 205
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10	28 102	27 371	20 407
	11	12 197 544	12 337 804	11 439 361
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	568 346	573 228	566 145
Égout	13	665 168	666 654	656 007
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 417 981	1 411 141	1 393 953
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Dénéigement	17.1	138 928	135 324	130 379
▪ Entretien estival	17.2	14 965	30 870	33 663
▪ Installations septiques	17.3	260 813	240 599	235 395
Centres d'urgence 9-1-1	18	52 250	54 306	49 647
Service de la dette	19	303 540	303 491	307 237
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21	299 617	305 103	301 446
Activités d'investissement	22			
	23	3 721 608	3 720 716	3 673 872
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	3 721 608	3 720 716	3 673 872
	28	15 919 152	16 058 520	15 113 233

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	38 426	39 230	37 866
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31	76 040	76 039	82 058
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	7 884	4 588	4 332
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	67 838	69 258	65 395
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	190 188	189 115	189 651
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45	3 820	3 820	4 151
	46	3 820	3 820	4 151
	47	194 008	192 935	193 802

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			39 161
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51	50 876	48 401	50 876
Sécurité civile	52	9 000	14 480	98 356
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	30 987	50 787	38 558
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65			
Traitement des eaux usées	66	8 222	7 797	8 222
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70	145 000	136 619	140 139
Autres	71			
Autres	72			15 087
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			1 495
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	14 000	10 500	15 200
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	27 010	27 788	25 741
Autres	86		5 000	
Réseau d'électricité	87			
	88	285 095	301 372	432 835

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	89		
Sécurité publique			
Police	90		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	91		
Autres	92		
Sécurité civile	93		
Autres	94		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	95	174 508	
Enlèvement de la neige	96		
Autres	97		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	98		
Transport adapté	99		
Transport scolaire	100		
Autres	101		
Transport aérien	102		
Transport par eau	103		
Autres	104		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105		
Réseau de distribution de l'eau potable	106		(30 000)
Traitement des eaux usées	107		
Réseaux d'égout	108		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	109		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	110		
Tri et conditionnement	111		
Autres	112		752 936
Autres	113		
Cours d'eau	114		
Protection de l'environnement	115		
Autres	116		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125		120 653	128 474
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		295 161	851 410

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		168 923	249 825
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	706 085	706 085	495 840
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	706 085	875 008	745 665
TOTAL DES TRANSFERTS	141	991 180	1 471 541	2 029 910

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	182 591	200 215	186 418
Sécurité civile	149			
Autres	150	1 348	3 460	3 370
	151	183 939	203 675	189 788
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168	447 012	290 038	262 388
Autres	169			
	170	447 012	290 038	262 388

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183			
Réseau d'électricité	184			
	185	630 951	493 713	452 176

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	186		453	395
Évaluation	187	20 000	27 500	20 273
Autres	188	250		
	189	20 250	27 953	20 668
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	15 960	18 594	53 495
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195	15 960	18 594	53 495
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197	233 750	238 811	240 949
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202	800	2 030	1 748
Autres	203			
	204	234 550	240 841	242 697
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208	9 000	47 222	7 980
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210	41 000	30 861	38 642
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	50 000	78 083	46 622

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	20 000	26 325	26 050
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225	20 000	26 325	26 050
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	744 426	693 736	730 246
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228			
	229	744 426	693 736	730 246
Réseau d'électricité				
	230			
	231	1 085 186	1 085 532	1 119 778
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	1 716 137	1 579 245	1 571 954

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	119 500	125 803	127 052
Droits de mutation immobilière	234	1 366 000	1 730 523	1 697 659
Droits sur les carrières et sablières	235	125 000	702 593	106 080
Autres	236			
	237	1 610 500	2 558 919	1 930 791
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	108 000	104 834	105 933
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	335 543	477 797	537 999
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		2 044	13 864
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249			
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	26 299	104 420	283 590
	252	26 299	106 464	297 454
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalisations 2025		Total	Réalisations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	244 293	264 242		264 242	230 323
Greffé et application de la loi	2	144 913	117 669		117 669	44 032
Gestion financière et administrative	3	1 806 041	1 889 965	43 696	1 933 661	1 713 336
Évaluation	4	212 810	214 724		214 724	275 092
Gestion du personnel	5					
Autres						
▪ Assurances, mauvaises créances, réc	6.1	52 622	124 429		124 429	49 569
	7	2 460 679	2 611 029	43 696	2 654 725	2 312 352
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	1 553 850	1 556 108		1 556 108	1 458 146
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	1 723 259	1 773 001	367 641	2 140 642	2 125 412
Sécurité civile	11	525	3 767		3 767	4 112
Autres	12	100 372	92 075		92 075	92 630
	13	3 378 006	3 424 951	367 641	3 792 592	3 680 300
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 237 426	2 060 452	1 728 841	3 789 293	3 552 822
Enlèvement de la neige	15	1 954 540	1 832 866	212 442	2 045 308	1 943 194
Éclairage des rues	16	94 172	98 881		98 881	66 148
Circulation et stationnement	17	86 500	82 535		82 535	73 350
Transport collectif						
Transport en commun	18	382 072	373 714		373 714	131 523
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	4 754 710	4 448 448	1 941 283	6 389 731	5 767 037

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Budget 2025		Réalisations 2025		Total	Réalisations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	394 364	349 948	14 987	364 935	286 441
Réseau de distribution de l'eau potable	24	163 620	143 207	289 285	432 492	368 849
Traitement des eaux usées	25	764 461	369 242	164 804	534 046	416 124
Réseaux d'égout	26	182 109	136 006	388 986	524 992	556 009
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	398 154	376 088	76 351	452 439	472 056
Élimination	28	413 164	390 594		390 594	376 012
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	20 397	24 656	640	25 296	266 488
Tri et conditionnement	30					43 088
Matières organiques						
Collecte et transport	31	213 721	135 657	23 477	159 134	201 509
Traitement	32	42 284	36 663		36 663	34 415
Matériaux secs	33	317 542	376 192	28 006	404 198	327 031
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	16 910	11 501		11 501	11 885
Protection de l'environnement	38	343 845	338 163		338 163	289 594
Autres	39	187 553	197 154	12 582	209 736	308 790
	40	3 458 124	2 885 071	999 118	3 884 189	3 958 291
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	2 535	3 902		3 902	3 580
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	2 535	3 902		3 902	3 580

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025		Réalisations 2025		Réalisations
		Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2024
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 081 179	991 805	13 317	1 005 122	952 308
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	117 963	117 963		117 963	137 714
Tourisme	50					18 260
Autres	51					
Autres	52					
	53	1 199 142	1 109 768	13 317	1 123 085	1 108 282
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	997 976	978 340	342 490	1 320 830	980 535
Patinoires intérieures et extérieures	55	335 420	322 361	104 558	426 919	342 346
Piscines, plages et ports de plaisance	56					
Parcs et terrains de jeux	57	802 102	630 213	277 872	908 085	885 400
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	241 999	252 662		252 662	179 791
	61	2 377 497	2 183 576	724 920	2 908 496	2 388 072
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	301 804	312 110	39 288	351 398	333 742
Bibliothèques	63	222 735	220 499	10 586	231 085	200 470
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65		1 314		1 314	
Autres	66	153 688	131 849		131 849	135 496
	67	678 227	665 772	49 874	715 646	669 708
	68	3 055 724	2 849 348	774 794	3 624 142	3 057 780

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Budget 2025	Réalisations 2025		Total	Réalisations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	842 093	830 555		830 555	738 115
Autres frais	71	84 500	75 130		75 130	72 868
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72		(100)		(100)	4 700
Autres	73	5 168	5 101		5 101	4 049
	74	931 761	910 686		910 686	819 732
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS						
	76		4 139 849 (	4 139 849)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus ¹	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	93 254	36 312
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	47 434	91 531
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 261 137	82 844
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	271 720	1 018 276
Autres infrastructures	11	43 513	877 592
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	762 461	60 582
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	87 736	81 830
Ameublement et équipement de bureau	18	49 129	109 344
Machinerie, outillage et équipement divers	19	345 957	885 765
Terrains	20	3 896 454	
Autres	21		
	22	6 858 795	3 244 076

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	93 254	36 312
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	47 434	91 531
Autres infrastructures	5	1 576 370	1 978 712
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	5 141 737	1 137 521
	12	6 858 795	3 244 076

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 286 375	106 407	254 000	1 138 782
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	5 023 257	411 384	407 157	5 027 484
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	15 193 735	2 345 800	1 505 052	16 034 483
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	21 503 367	2 863 591	2 166 209	22 200 749
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 625 434		254 057	3 371 377
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 625 434		254 057	3 371 377
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 625 434		254 057	3 371 377
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	1 269 787	936 409	63 022	2 143 174
Autres	17				
	18	4 895 221	936 409	317 079	5 514 551
	19	26 398 588	3 800 000	2 483 288	27 715 300
Dette en cours de refinancement	20 (	)			(
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	26 398 588	3 800 000	2 483 288	27 715 300

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	27 715 300	26 398 588
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	2 384 910	346 698
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 138 782	1 286 375
Débiteurs	8	3 371 377	3 625 434
Autres montants	9	2 143 174	1 269 787
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	23 446 877	20 563 690
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
	13		
Endettement net à long terme	14	23 446 877	20 563 690
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	626 294	670 326
Communauté métropolitaine	16	42 505	14 338
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	24 115 676	21 248 354
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	24 115 676	21 248 354
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	165 597	165 597	131 875
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	28 386	28 386	21 060
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	132 072	132 072	131 523
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	7 591	7 591	7 482
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	220 654	209 815	204 448
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	117 963	117 963	137 714
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	26 885	26 885	30 826
Réseau d'électricité	24			
	25	699 148	688 309	664 928

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 858 795	3 244 076
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 858 795	3 244 076

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	13,07	35,00	23 790,75	1 718 503	319 045	2 037 548
Professionnels	2	2,71	35,00	4 936,75	239 977	56 592	296 569
Cols blancs	3	17,78	35,00	32 366,31	1 281 654	283 381	1 565 035
Cols bleus	4	29,34	40,00	61 028,87	2 068 086	376 320	2 444 406
Policiers	5						
Pompiers	6	9,43	40,00	19 615,47	861 816	182 328	1 044 144
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	72,33		141 738,15	6 170 036	1 217 666	7 387 702
Élus	9	7,00			220 846	37 417	258 263
	10	79,33			6 390 882	1 255 083	7 645 965

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4		7 797			7 797
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	1 158 083	174 508	10 500	120 653	1 463 744
	7	1 165 880	174 508	10 500	120 653	1 471 541

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	97 745	62 512
	4	97 745	62 512
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	114 655	112 971
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	114 655	112 971
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	441 202	402 202
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	441 202	402 202
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	74 914	51 749
Réseau de distribution de l'eau potable	18	5 709	4 865
Traitement des eaux usées	19	46 465	78 938
Réseaux d'égout	20	24 460	24 365
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	28 115	29 118
Matières recyclables	22	11 792	723
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	191 455	189 758
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	65 629	52 289
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	65 629	52 289
Réseau d'électricité			
	42		
	43	910 686	819 732

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Sébastien Couture	1.1	Maire	56 399	20 287	42 156	
Gaétane St-Laurent	1.2	Conseiller	15 798	6 670		
Yannick Plamondon	1.3	Conseiller	15 465	7 733		
Sébastien Cottinet	1.4	Conseiller	15 465	7 733		
André Sabourin	1.5	Conseiller	15 465	7 733		
Dominique Mahé	1.6	Conseiller	15 713	6 669		
Hélène Joseph	1.7	Conseiller	15 712	6 669		
Véronique Chamberland	1.8	Conseiller	2 126	1 063		
Sharell Dupras	1.9	Conseiller	2 126	1 063		
Martin Jobin	1.10	Conseiller	2 126	1 063		
	2		156 395	66 683	42 156	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 2 086 166 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 365 074 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	45	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

47 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

48 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

49 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

50 _____ 685 997 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

51 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

67 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

68 _____ \$

b) autres formes d'aide

69 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

70 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

71 _____ \$

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

72 ☐ ☒

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

73 ☐ ☐

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025

74 _____ \$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025

75 \$

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

76 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

77 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

78 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

79 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

80 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

81 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

82 _____ \$

Systèmes de drainage

83 _____ \$

Abords de routes

84 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

85 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

86 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

87 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 89 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?
- 91 X

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 92 359-15
- b) Date d'adoption de la résolution 93 2015-10-13

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 94 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 95 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 1 144 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 662 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input style="width: 40px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="checkbox"/> <input style="width: 40px; height: 20px; border: 1px solid black; text-align: center; margin-left: 20px;" type="checkbox"/> X |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Pascal Brulotte

Adresse courriel du directeur général

10 pbrulotte@villestoneham.com